



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 12 septembre 2019

Prix des engrais : L'Europe se tire une balle dans le pied !

La décision prise par le Comité des instruments de défense commerciale (IDC) de l'Union européenne, au cours de sa réunion d'hier, d'adopter une taxe antidumping sur les importations de solution azotée en provenance des Etats-Unis, de Russie et de Trinité-et-Tobago, conduit à une augmentation des coûts de production pour les agriculteurs européens de 2,8 milliards d'euros sur les cinq prochaines années.

Les autorités européennes et nationales, dont la France qui s'est abstenue lors du vote alors qu'elle importe 93% de sa consommation de solution azotée, ont donc fait le choix d'une augmentation délibérée du prix de cet engrais en Europe, pour le plus grand profit de quelques fabricants est-européens incapables de fournir le marché, et au détriment de ses agriculteurs. C'est un nouveau coup porté aux revenus et à la compétitivité des producteurs français de céréales, d'oléo-protéagineux et de betterave à sucre, qui sont les principaux utilisateurs de solution azotée.

La FNSEA, les JA, l'AGPB, l'AGPM, la CGB et la FOP demandent de la cohérence dans l'application de la politique agricole européenne et française. Cette politique ne peut dans le même temps surenchérir les coûts de production des producteurs en les privant d'un des derniers avantages compétitifs qui leur reste, comme c'est ici le cas, et les confronter sans cesse à des importations massives ne respectant pas les contraintes qui leur sont imposées.

Cela est d'autant plus intolérable, que cela vient se rajouter à une longue liste de nouvelles charges et contraintes. Cette surenchère doit cesser ! Nous demandons, dans le cadre des travaux engagés par le Président de la république sur le « pacte productif 2025 » visant à lever les freins à la compétitivité, une remise à plat de la politique économique concernant l'agriculture, pour mettre fin aux distorsions et nous permettre de lutter à armes égales face à la concurrence internationale.

La FNSEA, les JA, l'AGPB, l'AGPM, la CGB et la FOP rappellent que, pour elles, l'agriculture est un secteur économique stratégique et porteur d'avenir : il faut cesser de la dénigrer, de la matraquer et de la sacrifier. Elles expliquent en effet « *qu'on on peut avoir les plus belles intentions du monde, quand l'activité n'est plus viable, elle s'arrête !* » Que chacun le sache et réfléchisse aux conséquences de ces actes et décisions.

Contacts Presse :

Association générale des producteurs de blé et autres céréales (AGPB) :

Agence RDN, Guillaume LORRE 07 50 14 58 26, glorre@agence-rdn.com

Association générale des producteurs de maïs (AGPM) :

Anne Kettaneh, 06 83 22 05 01, anne.kettaneh@agpm.com

Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB) :

Carine ABECASSIS, cabecassis@cgbfrance.fr, 01 44 69 41 36

Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux (FOP) :

Thibaut Ledermann, 06 50 69 20 08, t.ledermann@fopoleopro.com

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA)

Marion Fournier, 07 60 29 56 17, marion.fournier@fnsea.fr

Jeunes Agriculteurs (JA)

Thomas Debrix – 06 68 66 15 83 – tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr